



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transition climatique et
environnementale, développement
durable, biodiversité, culture
scientifique et technique

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Carole DONADA, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Rabii YOUSSEUS.

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Présentation du rapport préalable au budget, sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole, en matière de développement durable - Approbation

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément aux dispositions du décret du 17 juin 2011, pris en application de l'article 255 de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, Montpellier Méditerranée Métropole, EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants, est tenue de présenter, préalablement au vote du budget, un rapport sur sa situation en matière de prise en compte du développement durable.

La présentation de ce rapport s'effectue suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- la lutte contre le changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains ;
- une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Le rapport dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2017. Il renseigne également annuellement une vingtaine d'indicateurs de suivi, entre les années 2009 et 2016. Il dessine également les perspectives envisagées par Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2018.

En matière de lutte contre le changement climatique et dans la volonté de mise en application des ambitions de la démarche « *Montpellier Territoires, une métropole productive* », le résultat des travaux et études réalisés dans ce cadre, a été exposé lors d'un Conseil de Métropole extraordinaire, tenu le 24 novembre 2017, auquel étaient conviés un grand nombre de personnalités, notamment des territoires et départements voisins, ainsi que le public, qui a pu le visualiser sur internet. Elaboré tout au long de l'année 2016, notamment en ateliers avec l'ensemble des Maires de la Métropole et en concertation avec les EPCI voisins, ce projet a nécessité de se doter d'une vision aiguisée concernant l'appréhension de l'écosystème dans lequel s'insère la Métropole, les équilibres environnementaux, l'impact des changements climatiques, l'évolution des modes de vie, de travailler, d'habiter... Il a donné lieu à un travail d'exploration des enjeux et des facteurs d'évolutions du territoire, de sa population, de ses usagers sur les moyens et longs termes, pour fixer les orientations fondamentales d'un développement de l'espace métropolitain respectueux des générations futures. Dans la continuité, Montpellier Méditerranée Métropole traduit cette vision dans la révision de son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) dont elle a poursuivi les études en 2017.

Dans le domaine des transports, la Métropole mise sur les mobilités post-carbone et une gestion multimodale des déplacements. Elle se lance également dans un ambitieux programme de déploiement de l'électromobilité, avec l'installation de 66 bornes (pour 128 points de charge) sur le territoire, et met en place un schéma directeur de la logistique et un schéma directeur des mobilités actives.

Enfin, en interne à l'institution métropolitaine, afin de rendre moins polluants les déplacements domicile-travail et professionnels des agents, la Métropole met à disposition 42 vélos à assistance électrique (VAE), ainsi que 12 véhicules utilitaires électriques et 11 véhicules électriques légers. Elle diminue ainsi le niveau moyen des émissions de CO₂. La Métropole a mené des actions d'efficacité énergétique sur son éclairage public, environ 2 500 lanternes sont remplacées par des luminaires leds en 2017.

En matière de préservation de la biodiversité, et de protection des milieux et des ressources, Montpellier Méditerranée Métropole se donne comme valeur commune, au travers de ce projet de territoire, de « révéler le paysage de la Métropole comme bien commun à travers la figure d'un Grand Parc Métropolitain ». Au-delà de la préservation de l'armature des espaces naturels et agricoles, il s'agit maintenant d'intégrer le respect de la biodiversité, le « grand paysage » et la mise en œuvre d'une politique agroécologique et alimentaire de référence, comme des éléments déterminants du projet de territoire au même titre que les projets urbains. Ces composants fondamentaux du projet de territoire sont destinés à constituer le cœur des outils de planification et de programmation (SCoT, PLUi, PCAET...).

S'agissant de la préservation de la ressource, et pour répondre au classement de la masse d'eau Castries-Sommières en « risque fort de non atteinte du bon état », Montpellier Méditerranée Métropole et le syndicat Garrigues Campagne ont initié, en mai 2017, l'élaboration du Plan de Gestion quantitative de la Ressource en Eau (PGRE). A la suite d'un travail de diagnostic et de programme d'action tout au long de l'année, un plan abouti a été validé début décembre. Il comporte 14 actions et doit permettre de pérenniser la ressource en eau, tout en poursuivant le développement du territoire desservi par les captages.

En interne, la délégation aux sports a engagé en 2012, une démarche visant à optimiser la consommation en eau des piscines tous usages confondus. La Métropole a réalisé au total une économie depuis 2012 de 67 552 m³ et de 269 078 €.

Au titre de la cohésion sociale et de la solidarité entre les territoires et les générations, la Métropole a poursuivi et accentué sa politique de production des différents types d'offres résidentielles (locatif social, logements spécifiques, accession à la propriété...) de manière équilibrée sur le territoire métropolitain, conformément aux orientations fixées par son Programme Local de l'Habitat (PLH) 2013-2018. Elles contribuent à l'action de fond menée depuis plusieurs années pour améliorer la qualité de vie, répondre à la diversité des parcours résidentiels, réduire les inégalités territoriales et participer ainsi au renforcement de son attractivité. L'opération « Rénover pour un Habitat durable et Solidaire » a obtenu la labellisation « Habiter Mieux », pour son engagement ambitieux de traitement thermique des logements. Le gain énergétique par logement est en moyenne de 38 % pour un gain global de 71 472 kWh depuis le début du Programme d'Intérêt Général (PIG). Sur la seule question thermique, plus de 8,8M€ de travaux ont ainsi été générés sur le territoire. Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole par délégation de l'Anah, du Fonds d'Aide à la Rénovation Thermique et sur fonds propres, s'élève à plus de 6,4 M€.

A travers son offre culturelle et la multitude d'actions menées par les médiathèques, dans et hors les murs, la Métropole favorise aussi leur accès pour tous les publics.

En 2017, la Métropole a préparé le transfert de compétences du Fonds de Solidarité Logement (FSL), et du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) du Département. Grâce au transfert du FSL, la Métropole va pouvoir ainsi agir à la fois sur la production et l'amélioration de l'offre de logement, les politiques d'attribution dans le logement social, et l'accompagnement des personnes les plus modestes. Son ambition est de conforter sa fonction d'autorité organisatrice du logement sur le territoire, condition indispensable pour relever le défi d'infléchir le marché du logement métropolitain et de favoriser l'adéquation entre l'offre et la demande.

En 2017, dans la dynamique de la coopérative de services portée par le schéma de mutualisation de la Métropole, l'Écolothèque a structuré et développé considérablement ses programmes et outils dédiés à l'éducation à l'environnement durable, en s'adressant aux enfants et à leurs éducateurs, aux familles, enseignants ou animateurs des 31 communes. In fine se sont 18 communes qui ont choisi de s'associer à la démarche. Ainsi, le programme *ÉcoMétropole* de l'Écolothèque a pour ambition d'apporter aux communes de la Métropole un socle de compétences et d'outils pour développer une action commune d'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD).

En interne, la Métropole continue de mener une politique renforcée de formation et de sensibilisation auprès de ses agents.

Concernant l'épanouissement de tous les êtres humains, la Métropole a choisi de s'engager dans la lutte contre l'exclusion. L'amélioration de l'accès à la culture et à la connaissance est une préoccupation majeure de la politique culturelle, afin d'irriguer tout le territoire en spectacles de qualité. La Métropole mène également de nombreuses actions qui contribuent à améliorer la qualité de vie des publics en situation de handicap. C'est le cas, par exemple, du développement d'une offre culturelle et sportive adaptée en faveur de différentes catégories de handicaps, mais également par le biais d'une offre de transports publics de plus en plus accessibles. Ainsi, depuis 2015, 100 % des bus urbains et des tramways sont rendus accessibles (planchers bas avec palettes rétractables pour les bus, informations sonores et visuelles...). Côté aménagement de voirie, 76 % des arrêts de bus urbains et 42 % des arrêts suburbains ont été rendus accessibles. En matière d'emploi et d'insertion, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit la mise en œuvre d'un Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (Podem), dispositif innovant et expérimental de coordination et d'animation de politiques locales d'emploi et d'insertion, initié dans le cadre du Contrat de ville en œuvre jusqu'en 2020.

Montpellier Méditerranée Métropole, en partenariat avec la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup, a lancé « BoCal », comme bon et local. Cette démarche offre les clés des différents circuits courts, grâce à un site internet et à l'annuaire répertoriant 275 producteurs et distributeurs. Sur BoCal, dès à présent les grands rendez-vous de l'agroécologie et de l'alimentation du territoire sont recensés. Cette démarche facilitera ainsi l'accès des habitants à une alimentation saine et locale.

Dans son fonctionnement, Montpellier Méditerranée Métropole, développe des clauses sociales dans ses propres marchés, par la réservation d'heures de travail à des publics initialement éloignés de l'emploi (dans la construction d'équipements publics, dans le traitement de l'eau, le tri, la collecte de déchets, des prestations de traiteurs...).

La dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables est développée par Montpellier Méditerranée Métropole, depuis 2015, au travers d'une stratégie économique de dimension métropolitaine, impulsée autour des sept piliers, que sont : la Santé, le Numérique, les Transports et les Mobilités, le Développement économique le Tourisme, l'Industrie, l'Agro-écologie et Alimentation, la Culture, le Patrimoine et les Universités et enfin le Commerce et l'artisanat. Ces sept piliers correspondent aux domaines d'excellence que la Métropole s'engage à structurer, développer et valoriser.

Le développement de liens et de projets communs entre les écosystèmes et les territoires doit permettre d'amplifier une véritable dynamique métropolitaine pouvant se matérialiser sous de multiples formes de partenariat. Montpellier Méditerranée Métropole œuvre ainsi pour le rayonnement méditerranéen, européen et mondial du territoire au travers notamment de sa stratégie F.A.I.R., en 2017 :

- Fédérer en mettant les écosystèmes en mouvement ;
- Accélérer en levant les freins et en boostant la création et la croissance des acteurs économiques ;
- Planter en développant une offre foncière et immobilière adaptée aux besoins des entreprises ;
- Responsabiliser en soutenant une économie solidaire.

En novembre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole et l'ADEME ont renforcé leur coopération par la signature d'un accord de partenariat, saluant ainsi les actions déjà engagées, et identifiant de nouvelles orientations, à l'exemple de la poursuite de l'engagement de la Métropole pour la réduction de l'empreinte écologique liée à sa gestion des déchets. 2017 a été l'occasion de faire la synthèse des actions sur la période 2011-2016, et de poser les bases d'un nouveau programme local de prévention des déchets, qui couvrira la période 2017-2021.

L'éco-exemplarité de la Métropole en interne se retrouve en particulier dans sa charte de l'achat public durable et dans les démarches de certification engagées par ses prestataires.

Du point de vue méthodologique, la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole est fondée sur une nouvelle gouvernance. Elle repose sur quatre approches :

- une relation repensée entre la Métropole et les communes,
- une priorité accordée à la relation aux usagers et à la proximité, consacrant l'échelon communal comme le premier maillon de la relation aux habitants ;
- une nouvelle ambition pour la participation citoyenne ;
- un rôle renouvelé pour le Conseil de Développement (CoDé).

Le CoDé continue à multiplier les avis et consultations. Il a ainsi contribué activement au projet de Schéma de Cohérence Territoriale.

Parallèlement, la Métropole a souhaité engager une large concertation pour associer, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les forces vives du territoire. Pour ce faire, elle a réalisé une série de dix réunions publiques de présentations et d'échanges, dont six à l'échelle des secteurs territoriaux, et quatre séminaires thématiques. Cette démarche de concertation a réuni plus de 840 personnes. Le projet de SCoT, une fois enrichi de ces premières contributions, a été mis à disposition de tous pendant 4 mois, à l'accueil de la Métropole et dans les 31 communes du territoire. Le dossier était accompagné d'un registre permettant à chacun de consigner son avis et ses propositions. Le projet de SCoT révisé a été ainsi enrichi tout au long de son élaboration par ces nombreuses contributions.

La structuration progressive d'une gouvernance agro écologique et alimentaire territoriale, se poursuit également, elle vise notamment à construire une démarche cohérente d'intégration de l'agriculture dans des projets d'aménagement durables. En 2017, les comités d'orientation se sont renforcés, animés par les services de la Métropole. A titre d'exemple, le comité d'orientation Agroécologie citoyenne, est composé des acteurs suivants : la Chambre d'Agriculture, le collectif Initiatives Pour des Agricultures Citoyennes et Territoriales (INPACT), Terre et Humanisme, les Colibris, Biodiversité Echanges et Diffusion d'Expériences (BEDE), Alternatiba Montpellier et l'association Semeurs de jardins (réseau des jardins partagés). La communauté de recherche et d'enseignement supérieur a également été associée, via Agropolis International, à certains travaux.

En interne, parallèlement au schéma de mutualisation avec les 31 communes, le rassemblement des organisations des services de la Ville de Montpellier et de la Métropole s'est poursuivi en 2017 avec le rapprochement, y compris physique, d'un grand nombre de directions, avec un objectif clair : créer une culture commune, à même de fédérer ce nouvel ensemble. En 2017, la Métropole accueille progressivement les compétences transférées du Département : le Fonds Solidarité Logement, les Aides aux jeunes en difficulté, la voirie, et une partie des compétences culturelles.

Les objectifs propres à Montpellier Méditerranée Métropole, pour chacune de ces 5 finalités du développement durable, constituent ainsi sa feuille de route pour son action au quotidien.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport 2017 joint sur la situation de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de Développement Durable ;
- prendre acte de la transmission de ce rapport et de sa présentation préalable aux débats sur le budget ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

PREF 34

12.03.18

Délibération n°M2018-40

Pour extrait conforme,
le Président



Publiée le : **14 MARS 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Rapport 2017 sur la situation en matière de développement durable.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.